

Rapport d'Orientations Budgétaires 2025

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le

ID : 030-213003056-20250314-DE2025_0023-DE



SALINDRES

Préalablement au vote du budget primitif, le **débat d'orientation budgétaire (DOB)** permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation financière. Il contribue à l'élaboration du document de synthèse qui doit être communiqué aux élus à cette occasion. Le **débat d'orientation budgétaire** représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Objectifs du DOB

- ✦ Discuter des orientations budgétaires de la collectivité
- ✦ Informer sur la situation financière

Délai :

- ✦ 10 semaines précédant l'examen du budget pour les régions
- ✦ 2 mois maximum pour les autres collectivités et établissements

Dispositions légales : contexte juridique ordinaire

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (Art. L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L.5622-3 du CGCT). L'année de création d'un EPCI, le DOB n'est pas obligatoire.

En cas d'absence de DOB : toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale (CAA Marseille, 19/10/1999, « Commune de Port-la-Nouvelle »).

Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle. Conséquence, toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité (*TA Versailles 28/12/1993, commune de Fontenay-le-Fleury; TA Montpellier 11/10/1995, M. Bard c/ commune de Bédarieux; TA Lyon 07/01/1997, Devolle; TA Paris 04/07/1997, M Kaltenbach; TA Montpellier 05/11/1997, préfet de l'Hérault c/ syndicat pour la gestion du collège de Florensac*).

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget (*T.A. de Versailles – 16 mars 2001 – M Lafond c/commune de Lisses*).

Rapport d'orientation budgétaire

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le



ID : 030-213003056-20250314-DE2025_0023-DE

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

De plus, pour les communes de plus de 10 000 habitants et les EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, les départements, les régions et les métropoles, le rapport de présentation du DOB comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Le rapport doit être communiqué aux membres des assemblées délibérantes en vue du débat d'orientation budgétaire, au minimum 5 jours avant la réunion pour les conseillers municipaux et 12 jours pour les conseillers départementaux et régionaux.

L'absence de communication aux membres de l'assemblée délibérante de ce rapport constitue un vice revêtant un caractère substantiel et justifie l'annulation de la délibération d'adoption du budget primitif dans la mesure où elle est intervenue à l'issue d'une procédure irrégulière.

Nouvelle obligation depuis la Loi de programmation des finances publiques 2018 - 2022 : faire figurer les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité (BP et BA).

Références législatives : Art. 8 et 20, Ordonnance du 26 août 2005, CAA Douai 14/06/2005, commune de Noye ; TA Nice 10/11/2006, M. Antoine Di Lorio c/ commune de La Valette-du-Var ; TA Nice 19/01/2007, M. Bruno Lang c/ commune de Mouans-Sartoux, Art. L.2121-12, L.3121-19 et L.4132-18 du CGCT ; CAA Lyon, 09/12/2004, « Nardone », décret n°2016-841 du 24/06/2016.

Délibération

Obligatoire, elle permet de prendre acte de la tenue du DOB et de prémunir les collectivités contre un éventuel contentieux engagé par un tiers devant une juridiction administrative.

Compte-rendu de séance et publicité

Le DOB est relaté dans un compte-rendu de séance (TA Montpellier, 11/10/1995, « BARD/Commune de Bédarieux »).

Le DOB des EPCI doit être transmis obligatoirement aux communes membres et celui des communes au président de l'EPCI dont la commune est membre dans un délai de 15 jours (décret n°2016-841 du 24/06/2016).

Dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB, il doit être mis à la disposition du public à la mairie, au département, à la région ou au siège de l'EPCI. Le public doit être avisé de cette mise à disposition par tout moyen : site internet, publication, ... (décret n°2016-841 du 24/06/2016).



Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après leur adoption.

Décret n° 2016-834 du 23 juin 2016 relatif à la mise en ligne par les collectivités territoriales et par leurs établissements publics de coopération intercommunale de documents d'informations budgétaires et financières.

Le contexte économique en France : une croissance modérée et un recul de l'inflation qui se confirme mais des comptes publics particulièrement dégradés

En 2023, la croissance du PIB s'est établie à +1,1%. Elle a en particulier été soutenue par des exportations en hausse marquée, un investissement des entreprises toujours dynamique et une consommation des ménages en progression modérée.

L'évolution du PIB serait identique en 2024 avec +1,1%. Après un impact positif au troisième trimestre des Jeux olympiques et paralympiques estimé à un quart de point, le quatrième trimestre subirait un contrecoup qui diminuerait la croissance. La croissance 2024 serait surtout tirée par le commerce extérieur, mais freinée par des phénomènes de déstockage en lien notamment avec l'atténuation des difficultés d'approvisionnement. La consommation resterait en effet atone, en dépit des gains de pouvoir d'achat des revenus salariaux.

Le contexte économique en France

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le



ID : 030-213003056-20250314-DE2025_0023-DE

Ces composantes de la croissance expliqueraient la baisse des recettes prévues en 2024 concernant l'impôt sur les sociétés mais aussi la TVA. En 2025, le PLF 2025 prévoyait une croissance similaire du PIB en moyenne annuelle (+1,1%), mais avec le relai de la consommation des ménages, les gains de pouvoir d'achat étant davantage soutenus par les salaires réels et étant alors progressivement moins épargnés. Dans son discours de politique générale, le Premier Ministre a annoncé début janvier 2025 la prise en compte d'un recul de 0.2 points de PIB des services de la BCE dans les prévisions de croissance nationale, qui se porterait alors à +0,9% au lieu des +1,1% initialement évoqués. En 2026, la croissance serait renforcée (+1,4%) par la reprise de l'investissement privé sous l'effet de la détente passée des taux d'intérêt. Pour les années suivantes, elle s'établirait à +1,5% en 2027 et 2028

Un ralentissement de l'inflation qui se confirme et s'accroît en 2024

La sortie de la phase de récession liée à la crise sanitaire s'est caractérisée par un retour d'un haut niveau de l'inflation dans l'économie française et mondiale. A +5,2% en 2022, puis à +4,9% en 2023, le taux d'inflation avait retrouvé des niveaux inconnus depuis les années 1980.

La prévision d'inflation du Gouvernement pour 2024 a été révisée en baisse par rapport à celle du programme de stabilité (-0,4 point) et s'établit ainsi à +2%. Depuis le début de l'année 2024, la désinflation se met en place. Les prix du pétrole ont baissé, la hausse sur un an des prix alimentaires s'est nettement affaiblie (à +0,5% en septembre, contre +1,2% en avril et +9,7% un an plus tôt) et le repli du glissement annuel des prix des produits manufacturés s'est accentué (-0,3% en septembre). Du fait de la transmission des hausses passées de salaires, les prix des services continuent quant à eux de progresser à un rythme plus soutenu, mais qui s'est infléchi en septembre (+2,5% sur un an, après +3,0% en août), ce qui laisse attendre une nette modération de l'inflation sous-jacente en glissement annuel (après +1,7% sur un an en août) et une baisse assez forte sur le mois.

suite

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le



ID : 030-213003056-20250314-DE2025_0023-DE

les prix des services continuent quant à eux de progresser à un rythme plus soutenu, mais qui s'est infléchi en septembre (+2,5% sur un an, après +3,0% en août), ce qui laisse attendre une nette modération de l'inflation sous-jacente en glissement annuel (après +1,7% sur un an en août) et une baisse assez forte sur le mois.

Pour 2025, l'inflation continuerait sa baisse, à +1,8% en moyenne annuelle, et serait à cet horizon essentiellement tirée par les prix des services. Les prix alimentaires seraient globalement stables et les prix de l'énergie orientés à la baisse, tout particulièrement les prix de l'électricité. Le prix des produits manufacturés connaîtrait un léger rebond, sous

l'hypothèse d'une transmission aux prix à la consommation des hausses de coût du fret maritime. L'inflation est ensuite estimée à 1,75% par an à compter de 2026. Ces prévisions 2024 et 2025 sont proches de celles retenues par les principales instances politiques et économiques, bien que celles de 2025 se situent dans la fourchette haute des prévisions disponibles.

Principales mesures du PLF 2025 intéressant les collectivités locales

- Rétablissement progressif de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (article 15 du PLF). Le PLF 2025 reporte à nouveau, de deux ans, la suppression de la CVAE pour les entreprises.
- Modulation des conditions d'attribution du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée(FCTVA) (article 30 du PLF).
- Stabilisation en valeur au titre de 2025 des fractions de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectées aux collectivités locales (article 31 du PLF). Dans le cadre de la participation des collectivités à l'effort de redressement des comptes publics, l'article 31 prévoit un gel de la TVA affectée aux collectivités locales en 2025. La TVA 2025 sera ainsi égale à la TVA perçue en 2024.
- Maintien de la DGF 2025 et baisse des variables d'ajustement (articles 29 et 61).
- Instauration et affectation d'un fonds de réserve au profit des collectivités territoriales (article 64),

Principales mesures du PLF 2025 intéressant les collectivités locales

suite

- Augmentation des cotisations employeurs à la CNRACL (Article 11 PLFSS).
Le PLFSS 2025 prévoit une augmentation des cotisations employeurs à la CNRACL. Le gouvernement propose ainsi une augmentation des taux de cotisation employeurs de +3 points chaque année pendant 4 ans (2025 à 2028). Il a publié le 31 janvier 2025 un décret officialisant cette mesure. Le coût de cette mesure pour 2025 est estimé à 1,3 Mds€ pour les collectivités.
- Une revalorisation forfaitaire des bases de 1,7% pour 2025. Pour rappel, ce taux de revalorisation concerne uniquement les valeurs locatives des locaux affectés à l'habitation ou servant à l'exercice d'une activité salariée à domicile et aux immobilisations industrielles passibles de la taxe foncière.

Principales mesures du PLF 2025 intéressant les collectivités locales suite

Du côté de la fonction publique, le gouvernement a fait voter une baisse du niveau d'indemnisation des arrêts de maladie de courte durée des fonctionnaires (90% contre 100% aujourd'hui). En revanche, l'amendement sénatorial qui visait à allonger le délai de carence des agents publics de 1 à 3 jours a été rejeté. Cet allongement avait notamment été défendu par le précédent gouvernement.

À l'issue de l'examen de ce volet dépenses au Sénat, le déficit budgétaire de l'État atteint 134,6 Md€, en amélioration de 10,5 Md€.

Faits marquants 2024

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le

ID : 030-213003056-20250314-DE2025_0023-DE



Evolution des dotations et subventions « hors projets »

Contributions, dotations perçues	Montant, Evolution
Contribution redressement finances publiques	Pas d'augmentation Montant 2024 : 157 348€
Dotation forfaitaire de fonctionnement	Diminution: 832€ Montant 2024 : 67 400€
Dotation de solidarité rurale	Augmentation de 6524€ Montant 2024 : 68 653 €
Fonds de péréquation	Diminution de 21 293€ Montant 2024 : 21 295€
Dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux	163€
Contributions, dotations versées	Montant, Evolution
Subvention au CCAS	Augmentation de 5000€ en 2024
Subventions aux associations	Identiques

Faits marquants 2024

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le

ID : 030-213003056-20250314-DE2025_0023-DE



Principaux projets et financements

Projet	Montant projet	Subvention
Rénovation de la Mairie	403 185€	Etat, Département, Région, Alès Agglo
City Stade	119 856 €	Département, Région, Alès Agglo, Mécénat
Rue Gély	119 331 €	Département
Rénovation éclairage public	140 000€	Alès Agglo (Fonds verts) Part communale 94 000€

Faits marquants importants 2024- Dépenses de personnel

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le



ID : 030-213003056-20250314-DE2025_0023-DE

Les dépenses de personnel, qui représentent une part importante du budget des collectivités, augmentent, notamment, en raison de diverses décisions gouvernementales. Ainsi, le rapport de la cour des comptes publié en juillet 2024 révèle que la masse salariale des collectivités a augmenté de + 4,7 % sur l'ensemble de l'année 2023.

Les mesures gouvernementales non-compensées par l'état visant à revaloriser les salaires des fonctionnaires territoriaux, pénalisent de manière plus importante les communes comme Salindres qui privilégient le choix d'un service public ambitieux que celles qui confient certaines de leurs missions au secteur privé.

Dépenses de personnel: les éléments marquants de l'évolution de la masse salariale en 2024

Cette augmentation s'explique notamment en grande partie par :

- le versement de la prime pouvoir d'achat en février 2024 : 29 331 €
- l'attribution de 5 points d'indice majorés supplémentaires pour tous les agents titulaires et contractuels à compter du 1^{er} janvier 2024
- la poursuite du glissement vieillesse technicité (évolutions de carrière : avancements d'échelon, de grade, nominations suite à réussites de concours...). La modification des Lignes Directrices de Gestion de la ville, intervenue en octobre 2023, assouplissant les critères d'avancement de grade a permis à 6 agents de bénéficier d'un avancement de grade en 2024.

Les éléments marquants de l'évolution de la masse salariale 2025

- l'augmentation de 3% de la part employeur de la cotisation à la Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales (CNRACL) à compter du 1^{er} janvier 2025 : environ 24900€

Le décret décrivant les hausses de cotisations CNRACL des prochaines années prévoit une augmentation de 3% chaque année jusqu'en 2028, ce qui représente pour la commune un coût d'environ 100 000 € sur 4 ans à masse salariale constante (environ 25 000€ par an).

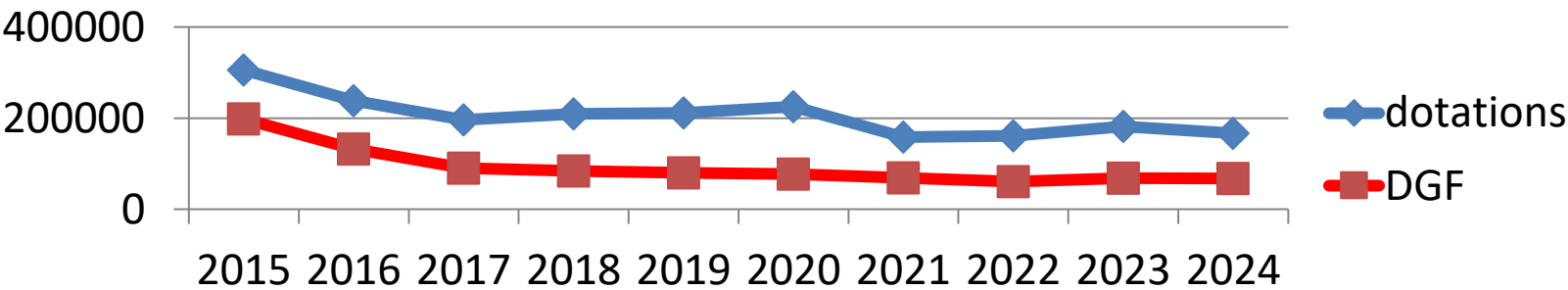
- la poursuite du glissement vieillesse technicité (avancements d'échelon et de grade de 2025 et impact en 2025 de ceux intervenus les années précédentes)

RELATIONS AVEC AUTRES ENTITES PUBLIQUES

Évolution des Dotations et Compensation de l'Etat :

La disparition de la taxe d'habitation est compensée par le transfert de la taxe foncière sur les propriétés bâties, Les allocations compensatrices s'élèvent à 547 437 euros en 2024

DOTATION ETAT	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dotation forfaitaire	198496	132419	89925	83810	79503	77140	689750	60829	68232	67400
Dotation de solidarité rurale	27750	30391	33447	36295	40257	43635	4765700	51973	62129	68653
Dotation nationale de péréquation	32528	39259	23196	33850	29279	36171	34844	39313	42588	21295
Dotation élu local	0	000	,00	00	00	,00	00	0	0	163
Compensation au titre des exonérations des taxes foncières	7145	6115	4395	5105	5238	5422	6700	9090	8815	9214
TOTAL	305913	238329	196033	209120	211100	225398	158174	161205	181764	166725



Etat	
DSIL Agrandissement de la Mairie	61 703,14€
Dernier acompte versé en 2025	27 896.86 €

Alès Agglomération	
Redevance Sita	94601,26€
Attribution de compensation (AC)	970 537€*
Dotation de solidarité	27 299€
Fonds de concours collecte encombrants	3 786,48€
Fonds de concours City Stade	19 632€
Fonds de concours Rénovation énergétique de la Mairie	20 160€

*Diminution de l'AC d'un montant de 191 435 €. Actualisation de l'AC en 2025 de 1 024 504€

Région Occitanie

Mairie

40 000 €

City stade

14 000 €

Département du Gard

Mairie

90 478 €

Rue Gély

72 570 €

City stade

24 540 €

Mécénat

PLAN Arbre

Fondation EDF 7000 par an (2024-2027)

Total : 7000 euros

Création City Parc

Giraud : **1000,00 euros**

MONLEAU : **1500,00 euros**

YESSS ELECTRIQUE : **500,00 euros**

BERNARD TP : **3000,00 euros**

VAISSE : **250,00 euros**

FONCIER COTE SUD : **10 000 euros**

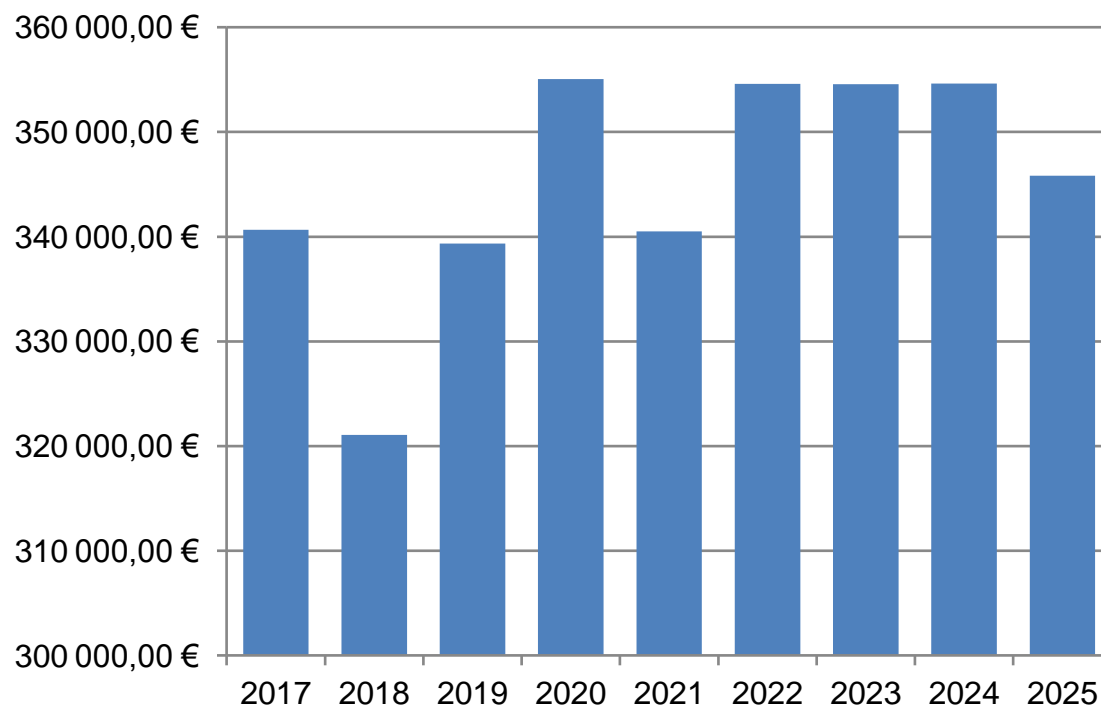
RIO TINTO : **10 000 euros**

SRDE VEOLIA : **500,00 euros**

Total MECENAT: 37 750 euros

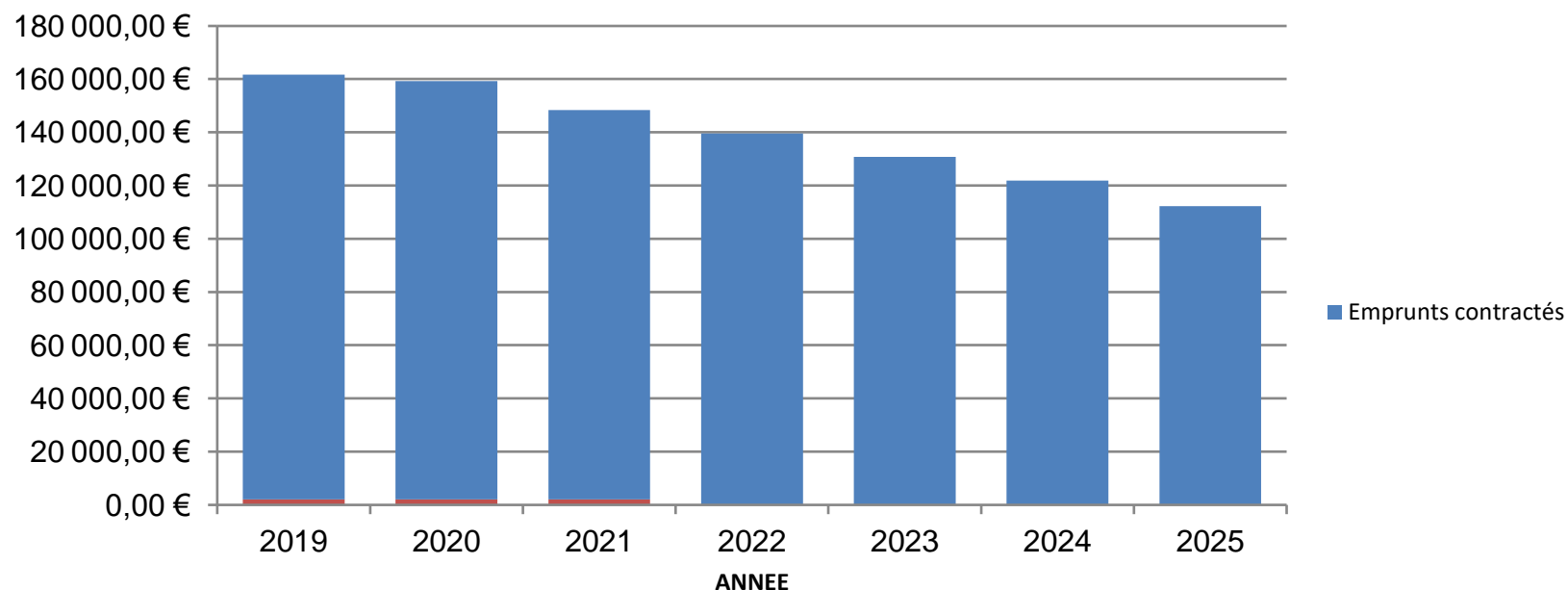
Situation financière de la collectivité

Données de la dette : **Annuités**



Situation financière de la collectivité

Données de la dette : **Intérêts**



INFORMATIONS RELATIVES A LA DETTE

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le



ID : 030-213003056-20250314-DE2025_0023-DE

dettes par année en K €

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
En cours au 31/12/N (k€)	3 736	3 554	3 360	3 158	2 947	2 727	2 506	2 303	2 116	1 921	1 737
Capital payé Sur N (k€)	186	194	202	210	219	220	203	187	194	184	191
Intérêts Payés sur N (k€)	154	146	138	129	120	112	102	94	86	78	71
Annuité payée sur N (k€)	340	340	340	340	340	332	306	281	281	263	263

En septembre 2025 un prêt sur les travaux rue boulevard arrivera à son terme et au 1/01/2026 deux autres prêts seront terminées (travaux et Voirie)

INFORMATIONS RELATIVES A LA DETTE

Synthèse de la dette au 31 /12 /2024

Capital restant dû (CRD)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre d'emprunts
3115490,27€	20 ans	7 ans	12

Situation financière :

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le

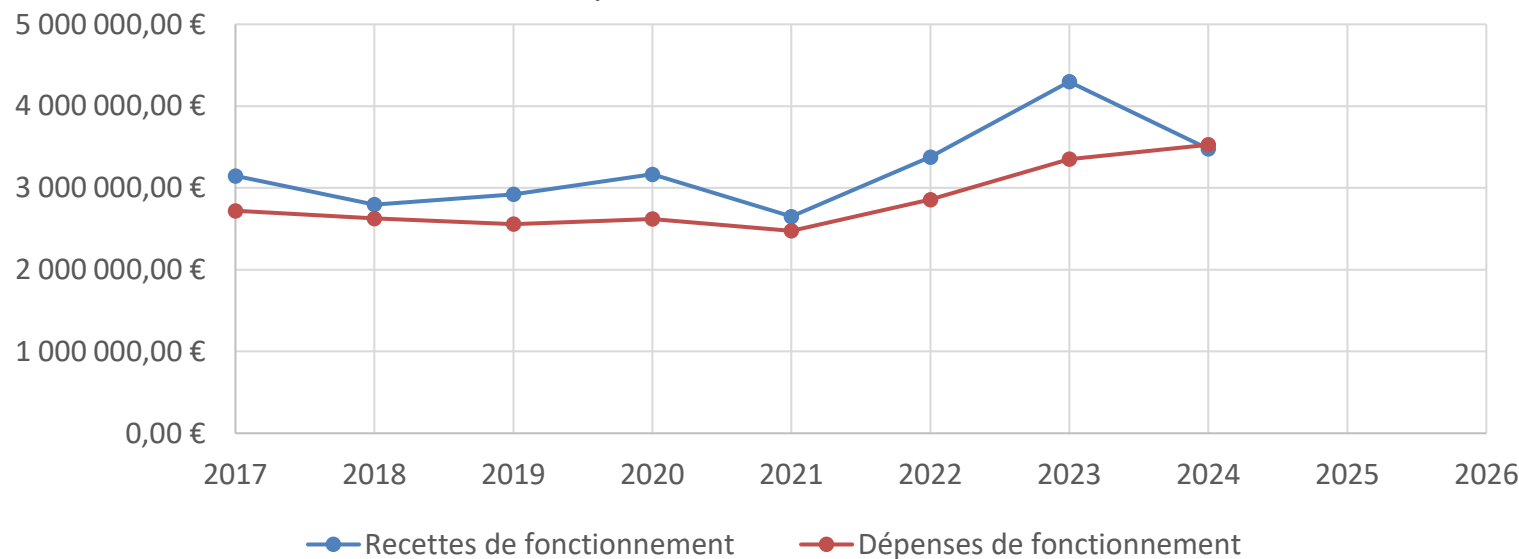
ID : 030-213003056-20250314-DE2025_0023-DE



Dépenses de fonctionnement et recettes de fonctionnement 2016- 2024

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes de fonctionnement	3 146 872,12 €	2 795 929,89 €	2 921 034,91 €	3 165 510,51 €	2 649 214,82 €	3 377 230,74 €	4 300 041,92 €	3 478 210,46 €
Dépenses de fonctionnement	2 720 432,63 €	2 626 151,67 €	2 556 950,30 €	2 619 734,10 €	2 475 727,98 €	2 857 869,50 €	3 323 893,46 €	3 528 109,54 €

Evolution dépenses/recettes de fonctionnement



Situation financière :

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

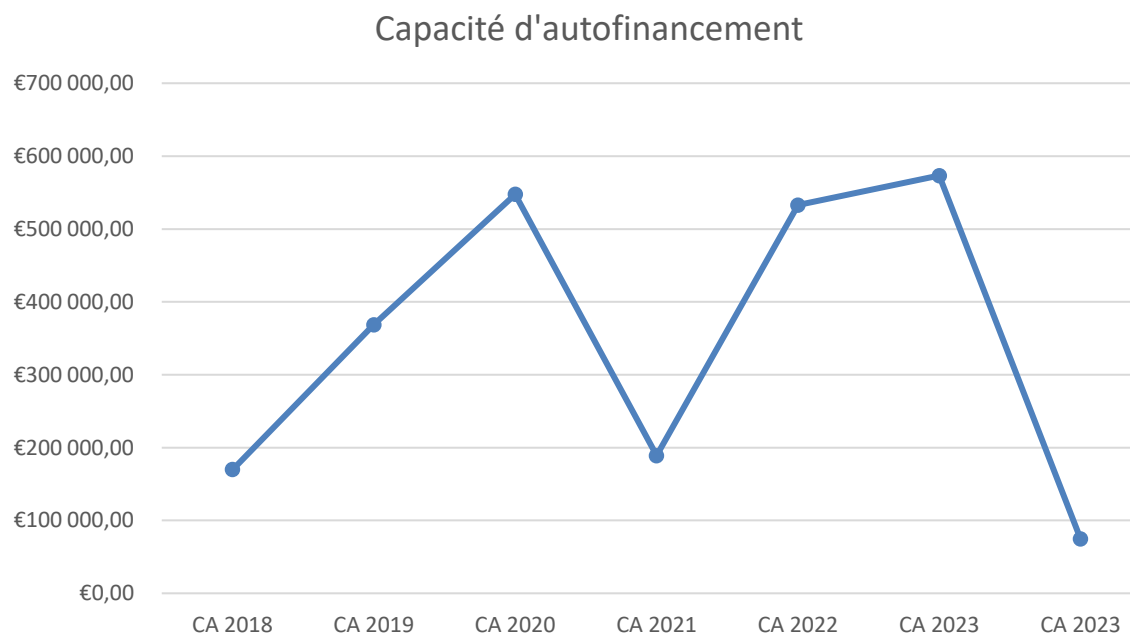
Publié le



ID : 030-213003056-20250314-DE2025_0023-DE

Evolution de la capacité d'autofinancement

	CA 2018	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Epargne brute	169 778,57 €	368 642,61 €	547 526,41 €	188 894,84 €	532 769,24 €	573 141,22 €	74 464,35 €



Bilan 2024

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le

ID : 030-213003056-20250314-DE2025_0023-DE



- ➔ Baisse des recettes de fonctionnement 2024 : baisse de l'attribution de compensation (-190000€).
- ➔ Augmentation des dépenses de fonctionnements en 2024 (charges de personnel + 133000€, charges à caractère général + 21000€)
- ➔ Pas de source de recette « exceptionnelle » (ex : vente de la maison léguée en 2023)
- ➔ Forte baisse de la capacité d'autofinancement
- ➔ Pas de nouvel emprunt (depuis 2021)

Hypothèse 2025

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le

ID : 030-213003056-20250314-DE2025_0023-DE



- ➡ Objectif : retrouver un excédent de fonctionnement conséquent
- ➡ Maîtrise indispensable des dépenses de fonctionnement
- ➡ Réduction des projets d'investissement au strict nécessaire ou aux projets déjà subventionnés (place de la mairie)
- ➡ Révision de certains tarifs
- ➡ Pas d'augmentation des taux (taxe foncière)
- ➡ Maintien si possible des subventions aux associations et CCAS

Projets

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le



ID : 030-213003056-20250314-DE2025_0023-DE

Récurrents 2020-2026

Projet	Montant 2025	Commentaire
Plan arbres	7500 €	Renouvellement du mécénat fondation EDF
Sécurité routière	5 000 €	
Elagage	20000 €	
Véhicules : camion Ford	35000 €	Achat ou location
Véhicules : engin multifonction	30000 €	Charriot élévateur, devis à venir
Plan voirie pluriannuel	50000 €	
Modification du PLU	20000 €	Modification mineure à faire avant 2026 (PLUI)

Prévisionnels 2025

Projets

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le



ID : 030-213003056-20250314-DE2025_0023-DE

Projet	Montant	Commentaire	Part communale
Rénovation et renaturation de la place de la mairie	548 625€	Subvention obtenues : 348468 €	160157€
Travaux enfouissement place (SMEG)	50 000 €	Subvention possible 35 000 €	15 000€
Videoprotection place de la mairie	4200 €	Subvention FIPD : 1260 €	2940 €
Voirie Chemin du Villard	24 374 €	Report de 2024	24 374 €
Construction du nouveau collège	500 000 €	Opération à part en 2025 si expropriation amiable	500 000 € (financé par emprunt)
WC jardin public	30000 €		30000 €
Plateaux (Jouannenque, Severac, Route de Celas)	39693 €	Subventions amendes de police 23815 €	15877 €
Eclairage terrain synthétique	12000 €	Subventions à rechercher auprès de la FFT	Inconnue

Projets

Envoyé en préfecture le 18/03/2025

Reçu en préfecture le 18/03/2025

Publié le



ID : 030-213003056-20250314-DE2025_0023-DE

En phase d'étude

Projet	Commentaire
Climatisation Becmil	Devis 57 477€ (en 2024), possibilité de le faire en plusieurs tranches si budget disponible
Gymnase	Réfection sol, vestiaires, chauffage, isolation, mise aux normes (électricité, alarme...). Chiffrage : 500000€ à répartir en 2 tranches. 1 ^{ère} tranche possible pour 2026 si subventions Région et Département
Couverture piscine	Etudes entreprises par Alès Agglomération (maitre d'ouvrage) 2025-2026
Agrandissement cantine scolaire	Forte hausse de la fréquentation : nécessité d'agrandir en remplaçant l'algeco par une bâtiment en dur. <i>Après 2026</i>
Salle culturelle	Reprise à l'euro symbolique de la salle paroissiale. Travaux de rénovation énergétique à prévoir. <i>Après 2026. 1^{ère} tranche (isolation grande salle + remplacement menuiseries à étudier avec les services techniques)</i>
Centre de loisir	Pas de rachat de la gendarmerie. Discussion sur une location du rez-de-chaussée par le Département.
Pôle d'Echange Multimodal (PEM)	Point sur l'avancée du projet de réouverture ?